Migrer est un droit !

Category: Droits - libertés

écrit par jmfouquer | 28 mars 2016

A partir du mois de mars 2015, l'État français a obligé les migrant-e-s, vivant dans le Calaisis, à se regrouper sur un vaste terrain insalubre à l'écart de la ville, donnant ainsi naissance au plus grand bidonville de France où survivent depuis, dans une précarité extrême, des milliers d'hommes, de femmes, d'enfants, de familles entières.

Petit à petit, la vie s'est organisée avec l'aide de bénévoles locaux et de plusieurs pays, tant au niveau logement, que nourriture, santé, éducation et espaces culturels.

La grande majorité des migrant-e-s, de ces jeunes, souhaite se rendre au Royaume-Uni. Mais les propositions des autorités françaises vont à l'encontre d'une véritable solution de solidarité humaine

La seule réponse de l'État français, en accord et avec l'aide des autorités anglaises, face à une crise humanitaire sans précédent, a été d'abord la mise en place de grilles, de fossés, une très forte présence policière et la répression, les gaz lacrymogènes, puis la destruction brutale de la partie sud du bidonville.

On démantèle la « jungle » de Calais... Des centaines de migrants fuient alors vers d'autres ports de la Manche, quelques-uns vers Dieppe.

Les présidents de la région, en tant que président du port de Dieppe, et du département réclament aujourd'hui leur expulsion vers... nulle part, car selon eux, le développement du port est incompatible avec la présence de migrants.

Pour eux, à Dieppe, comme à Calais, il s'agit de protéger le port, l'économie locale, de ne « plus voir » ces migrants, traumatisés par la guerre, la famine, les dictatures, sans avenir dans leur pays d'origine, traumatisés par ce qu'ils ont subi dans leur trajet d'exil et plusieurs mois d'errance.

La municipalité de Dieppe réclame également leur départ du

port, arguant de la présence massive parmi les migrants d'une filière albanaise, rappelant aussi qu'elle continue de soutenir l'action du Centre d'Accueil des Demandeurs d'Asile (CADA) et de l'association Informations Solidarité Réfugiés (ISR) pour les demandeurs d'asile.

Mais le problème est que la grande majorité des migrants du port de Dieppe ne sont pas demandeurs d'asile. Ils ne demandent qu'à continuer leur route. Ils ne souhaitent pas s'installer en France mais simplement y être accueilli.e.s dignement, humainement, pendant leur passage sur notre territoire.

Des femmes et des hommes, de Dieppe et des environs, au sein d'associations se sont mobilisé-e-s pour le respect des droits humains fondamentaux, en particulier : droit au logement, droit à la nourriture, droit aux soins. Il est du devoir des autorités de les aider dans leurs actions.

Au lieu de cela, on essaie de nous faire croire que la cause de tout cela serait « les passeurs ». Mais les passeurs ne sont que la conséquence. Ils prospèrent sur le terreau de la politique d'immigration européenne.

Ce discours « lutte contre les passeurs, contre la traite des êtres humains », répété à l'envi par les dirigeant-e-s ne sert qu'à camoufler la responsabilité réelle de l'Union Européenne, de ses institutions – Frontex en tête – et des États qui la composent dont la France et l'Angleterre qui ont signé les accords du Touquet.

C'est bien l'Europe qui a militarisé ses frontières, externalisé le contrôle des migrations, qui oblige les États du Sud de la Méditerranée à construire des camps de rétention pour y enfermer les migrante-s. C'est l'Europe encore qui a restreint le nombre de visas et bafoue le droit d'asile en le sous-traitant à la Turquie de M. Erdogan. C'est l'Europe toujours qui a joué et qui joue un rôle dans la déstabilisation politique, sociale et économique des États du Sud par le biais d'accords internationaux inéquitables...

Oui, il s'agit de désigner les véritables responsables de cette situation internationale : l'Europe, les États, les

dictateurs, la finance avec ceux qui veulent faire prospérer leurs capitaux avec le pétrole, le gaz , qui spéculent sur le prix des céréales....

Mettre en place une répression sur des êtres dans la plus grande des précarités sous prétexte de lutter contre les passeurs, est indigne et inefficace. En s'en prenant aux victimes condamnées à se disperser dans la peur, cette politique ne fait que déplacer et aggraver cette situation intolérable. Cette « solution » n'en est pas une.

Pourtant, face au drame quotidien et à la détresse des migrant-e-s de Calais, de Dieppe aujourd'hui, des situations migratoires en général, le cadre de la solution existe.

Il est inscrit dans l'article 13 de la déclaration universelle des droits de l'Homme : « 1. Toute personne a le droit de circuler librement et de choisir sa résidence à l'intérieur d'un État. 2. Toute personne a le droit de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays. », avec toutes les conséquences pratiques que ces droits universels impliquent, dont les conditions humaines d'un premier hébergement.

Le combat qu'il faut mener, c'est donc celui pour l'obtention de cette liberté de circulation, y compris pour ce qui concerne les ports de la Manche vers l'Angleterre.

Seul le respect de la liberté de circulation et la liberté d'installation pour toutes et tous, permettrait de mettre un terme à ces horreurs causées par les politiques sécuritaires en matière d'immigration, qui ne vont que d'échec en échec depuis plus de 30 ans, qui sont coûteuses, meurtrières et radicalement inefficaces.

Ouvrons les frontières ! Des Ponts, pas des Murs !

Les collectifs Ensemble! de Normandie.